

GUINÉE

Quatre responsables
de la police
«pris en otages»
par des policiers

Au moins quatre hauts responsables de la police guinéenne ont été «pris en otage» hier à Conakry par des policiers réclamant notamment une promotion en grade et une augmentation de salaires, a-t-on appris auprès de policiers en colère. Ces quatre responsables ont été «pris en otage» à la compagnie mobile d'intervention et de sécurité (Cmis), une unité d'élite de la police guinéenne, près du centre-ville, par des éléments de la police, selon les mêmes sources. Il s'agit du directeur national des services de police, Sékou Mouhamed Bangoura, de son adjoint, Alpha Oumar Baldé, du directeur central de la police routière, Mohamed Lamine Soumah et du directeur de l'office central anti-drogue, Bakary Thermite Mara, ont précisé les mêmes sources. «Tant que nos revendications ne sont pas satisfaites, nous ne les libérerons pas», a indiqué à l'AFP un des policiers en colère.Parallèlement, les tirs en l'air des policiers, qui ont débuté hier vers 11h00 locales (et GMT), visant à la satisfaction de leurs doléances, se poursuivaient dans l'après-midi à Conakry, selon plusieurs sources.

Ces tirs nourris, en provenance du siège de la Cmis, ont précédé hier matin l'annonce d'une «grève» surprise des policiers guinéens pour réclamer une amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Selon des policiers en colère, leurs revendications concernent plusieurs points portant notamment sur «une promotion en grade de tous les policiers guinéens, une augmentation des salaires et la formation des policiers guinéens». Ce mouvement des policiers guinéens intervient après la satisfaction vendredi par le président guinéen, Lansana Conté, d'une promesse de promotion de tous les militaires guinéens entre les grades de caporal et d'adjudant-chef.

Ces promotions étaient une des revendications de militaires mutins qui exigeaient également le paiement d'arriérés de primes. Un mouvement de colère de soldats guinéens, entamé le 26 mai, s'était transformé le 29 mai en mutinerie. Ces violences ont fait au moins trois morts et des dizaines de blessés à Conakry et Kindia (130 km à l'est de la capitale). La situation s'est calmée après le début du paiement des arriérés. L'armée est le pilier du régime du chef de l'Etat guinéen, le général Lansana Conté, 74 ans, au pouvoir depuis 1984

TCHAD

Violents combats
autour de Biltine

De «violents combats» opposaient hier après-midi l'armée tchadienne aux rebelles «non loin» de Biltine (est) que les rebelles avaient pris dans la matinée, a appris l'AFP auprès d'un officiel de haut rang tchadien. «Des violents combats ont lieu non loin de Biltine. Quand les rebelles sont sortis de Biltine, ils ont été interceptés par l'armée», a affirmé cette source à l'AFP. De source militaire, l'armée tente «de prendre en étau» la colonne rebelle «qui fait des rondes dans l'est». «Les rebelles tentent de nous attirer pour qu'on dégarnisse certains points mais l'armée a renforcé tous les coins stratégiques», a ajouté cette source. De même source, les rebelles ont été bombardés «à plusieurs reprises» hier et ont «abandonné 17 véhicules dans la région du Batha (à l'ouest d'Abéché) où ils avaient passé la nuit». De source militaire française, l'armée tchadienne a concentré près de la moitié de ses troupes dans divers points stratégiques de l'est du pays. Biltine est située à une centaine de kilomètres au nord d'Abéché, la plus importante ville de la région (700 km à l'est de N'Djamena).

AFGHANISTAN

Renforts de l'Otan et de l'armée afghane
face à la menace des évadés

L'Otan et l'armée afghane ont annoncé hier avoir envoyé des renforts à Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan, pour «faire face à toute menace potentielle», après l'évasion d'une prison d'un millier de détenus, dont 400 talibans.

«Nous avons redéployé nos forces pour nous assurer que nous sommes capables de faire face à toute menace potentielle», a déclaré le porte-parole civil de l'Otan, Mark Laity, au cours d'une conférence de presse.

«Il faut bien reconnaître que cette évasion a redonné la liberté de circulation à un certain nombre de gens qui ne l'avaient plus. Bien sûr, nous voulons répondre à cette menace potentielle», a-t-il ajouté, faisant allusion aux quelque 400 talibans présumés évadés.

«Aujourd'hui, un certain nombre d'unités de l'armée nationale afghane ont été envoyées à Kandahar. L'envoi de troupes supplémentaires va se poursuivre», a ajouté pour sa part le général Mohammed Zaher Azimi, porte-parole du ministère de la Défense. Vendredi, à la faveur de la nuit, les talibans ont attaqué la prison de Sarposa. Au moins un kamikaze a précipité un véhicule piégé contre la porte d'entrée de l'établissement, ouvrant une large brèche dans le mur d'enceinte, puis un commando a

pris d'assaut la prison, à l'arme légère et au lance-roquettes. Entre 900 et 1 100 prisonniers se sont évadés, parmi lesquels près de 400 talibans présumés, selon les autorités afghanes et l'Otan. La province de Kandahar, berceau des talibans, est encore aujourd'hui l'un de leurs bastions. Depuis le début de l'année, ces derniers mènent des opérations de plus en plus spectaculaires, comme l'attentat visant le 14 janvier le luxueux hôtel Serena de Kaboul, ou la tentative d'assassinat du président Hamid Karzaï lors d'un défilé militaire le 27 avril. L'attaque de la prison se démarque toutefois de ces deux précédents cas par le fait qu'elle constitue un «succès indéniable», et non un acte

de propagande masquant un échec militaire, selon une source militaire occidentale. Elle est survenue au lendemain de la conférence de Paris, où la communauté internationale a promis plus de 20 milliards de dollars d'aide pour le développement et la reconstruction de l'Afghanistan. Les talibans ont lancé une insurrection meurtrière depuis qu'ils ont été chassés du pouvoir en novembre 2001 par une coalition internationale emmenée par les Etats-Unis. Les violences ont redoublé d'intensité depuis près de deux ans malgré la présence de 70 000 soldats de deux forces multinationales, l'une de l'Otan, l'autre sous commandement américain.

AFRIQUE DU SUD

Mandela appelle les jeunes
Sud-Africains à rejeter la discrimination

Les Pays-Bas étaient sur le banc des accusés hier au tribunal de La Haye, où des survivants du génocide de Srebrenica demandent justice pour leurs proches morts après avoir été renvoyés d'une base néerlandaise censée protéger les civils fuyant les Serbes de Bosnie en 1995.

L'ancien président sud-africain Nelson Mandela a appelé, hier la jeunesse d'Afrique du Sud à promouvoir la cohésion sociale sans discrimination, dans son premier message depuis des mois. «Le combat pour la démocratie n'a jamais été porté par une seule race, une seule communauté religieuse ou un seul groupe sexuel», a souligné Mandela, qui ne s'était pas expri-

mé personnellement en mai pendant les attaques anti-immigrés dans les quartiers pauvres du pays. «Votre défi est de forger une nation dans laquelle les gens, quels que soient leur race, leur couleur, leur sexe, leur religion ou leurs opinions puissent jouir pleinement de la cohésion sociale», a ajouté le Nobel de la Paix, dans un message vidéo diffusé à l'occasion de la Journée

de la jeunesse. «Indépendamment de vos propres problèmes, vous devez continuer à promouvoir la démocratie et la liberté parce que ce sont les fondations sur lesquelles les droits de l'homme sont plantés.»

Nelson Mandela, qui aura 90 ans le 18 juillet, s'est retiré de la vie publique il y a quatre ans. Ses apparitions en public sont de plus en plus rares et il se contente généralement de messages pré-enregistrés. Le dernier remonte au début du mois de mars. Des violences xénophobes ont explosé le 11 mai

dans un quartier pauvre de Johannesburg avant de se propager dans tout le pays. Au total, 62 personnes ont été tuées et des dizaines de milliers déplacés. Environ 43% des Sud-Africains vivent sous le seuil de pauvreté et au moins un tiers des adultes sont au chômage. L'arrivée de nombreux immigrants, attirés par la première puissance économique du continent, est source de tensions. Les auteurs des violences xénophobes se sont justifiés en accusant les étrangers de leur voler leurs emplois ou de se livrer à des activités criminelles.

GÉNOCIDE DE SREBRENICA

Les Pays-Bas accusés de la mort de musulmans

Les Pays-Bas étaient sur le banc des accusés hier au tribunal de La Haye, où des survivants du génocide de Srebrenica demandent justice pour leurs proches morts après avoir été renvoyés d'une base néerlandaise censée protéger les civils fuyant les Serbes de Bosnie en 1995.

Les plaignants demandent que l'Etat soit reconnu responsable, ce qui leur permettrait ensuite de réclamer des réparations. «J'ai survécu à la prise de Srebrenica. Je suis ici pour mon père (Rizo Mustafic), je pense qu'une injustice a été commise contre nous», a clamé Adma Mustafic, 26 ans, dans cette affaire au civil initiée par deux familles de survivants contre l'Etat néerlandais.

Rizo Mustafic était électricien sur la base de Potocari (environs de Srebrenica), où des soldats néerlandais sous mandat des Nations unies — le Dutchbat — étaient postés pour protéger les civils fuyant les troupes serbes pendant la guerre de Bosnie (1992-1995). «Mon père n'a pas été protégé, on l'a renvoyé», a lancé sa fille Adma. Sa mère a rappelé que son mari «était salarié du Dutchbat néerlandais (...) ce procès devra montrer pourquoi il n'a pas été évacué avec le Dutchbat». Les soldats néer-

landais, légèrement armés, n'ont pas pu empêcher la prise de l'enclave le 11 juillet 1995.

L'autre plaignant, Hasan Nuhanovic, a perdu son père, sa mère et son frère après qu'ils furent renvoyés de la base. Il a longuement détaillé hier la situation des quelque 20 000 personnes venues se réfugier aux portes de la base, tandis que 5 à 6 000 autres avaient réussi à y entrer.

Le Dutchbat avait initialement laissé entrer les réfugiés, puis il avait fermé les portes devant l'afflux grandissant et décidé le 12 juillet de laisser les Bosno-Serbes les évacuer. Hasan Nuhanovic était alors, à 27 ans, traducteur pour les troupes néerlandaises. «Ils m'ont dit : "s'il-te-plaît traduis à ta famille qu'ils doivent partir maintenant"», s'est-il souvenu. «Ma mère pleurait, je sanglotais. Seul mon frère m'a dit : «Arrête, de quémander pour ma vie, c'est bon je m'en vais". Il était très fier». «Les soldats

néerlandais étaient là, à l'entrée de la base, avec les soldats serbes. Ils voyaient qu'on séparait les hommes et les garçons des femmes», a-t-il accusé. Dans les jours qui ont suivi la prise de l'enclave, près de 8 000 hommes et garçons musulmans en âge de combattre furent emmenés sur des camions et dans des bus dans les environs. Là, ils furent exécutés puis enterrés dans des fosses communes. «Il n'a jamais été question de déportation ou d'éloignement (...) les gens sont partis car ils étaient terrorisés par les Serbes», s'est défendu le représentant des Pays-Bas, soulignant que «l'Etat a envoyé des troupes pour contribuer à la paix et empêcher les crimes de guerre, qu'il n'y soit pas arrivé ne signifie pas qu'il soit responsable». Ce massacre, le pire commis en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, est le seul épisode des guerres ayant déchiré l'ex-Yougoslavie qualifié de génocide par la justice internationale. Dans son plaidoyer final, dernière ligne droite d'une procédure entamée en 2003, l'avocate Liesbeth Zegveld a estimé

que les soldats néerlandais avaient «pris des décisions sur la vie et la mort». «L'Etat néerlandais a reconnu que les membres masculins de la famille des plaignants seraient détenus dans de mauvaises conditions et seraient potentiellement torturés ou exécutés», a-t-elle avancé. Leur «renvoi de la base constitue donc indubitablement une mise en danger mortel et est illégale», a-t-elle ajouté.

En 2002, le gouvernement néerlandais a démissionné après un rapport d'enquête établissant qu'il avait envoyé ses soldats accomplir une «mission impossible» à Srebrenica. Mais il a refusé de présenter des excuses, arguant que ses troupes étaient sous commandement de l'ONU et que les Serbes bosniaques étaient responsables du massacre.

Dans une procédure séparée, le tribunal de La Haye doit examiner mercredi la plainte déposée contre l'Etat néerlandais et contre l'ONU par l'association des Mères de Srebrenica, représentant quelque 6 000 survivants, et dix plaignants individuels.